

COMMUNIQUÉ

A l'appel de la Confédération ADEDY, les fonctionnaires grecs se mobilisent une nouvelle fois, le 4 février, pour faire obstacle au démantèlement de leur régime de retraite. Après le recul de l'âge de départ à 67 ans, l'augmentation des cotisations d'assurance maladie des retraités, la réduction du niveau de pension imposés ces dernières années, un nouveau projet de loi entend engager la privatisation des caisses de retraite.

Sous le dictat des créanciers de l'Union Européenne, l'objectif est de réduire les dépenses de retraite de près de 2 milliards d'euros chaque année.

En Grèce comme en France, les politiques d'austérité menées au profit de la finance et au détriment des salariés, conduisent à l'impasse.

L'UGFF apporte son plein soutien à la mobilisation des agents publics grecs pour imposer d'autres choix, porteurs de progrès social.

Montreuil, le 03 février 2016